Le Hurle-Vent de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ÉTAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN 13 MAI 1851.

Imprimerie publique de WEISSE, G. J. et Cie, No. 83, rue de Chartres.

JOURNAL OFFICIEL de la Cour du Conseil Général, de la Première Municipalité, de la Commission d'Améliorations.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 13 MAI 1851.

AVIS.

J'ai donné à M. ETIENNE DUVERGER, agent comptable du journal l'Ouragan, ma procuration générale, en date du 5 de ce mois, pour surveiller à payer toute réclamation, recevoir toute créance et acquitter tout compte, soit en mon nom, soit pour le journal.

Nouvelle-Orléans, 1er mai 1851.

G. F. WEISSE.

LE LIEN FUNÉRAL.

Il existe dans la Caroline du Sud une foule d'associations locales connues sous le nom d'associations des droits du Sud. Elles se sont réunies en convention ces jours derniers dans la ville de Charlestonpour délibérer sur la situation des Etats Confédérés et particulièrement sur celle de la Caroline du Sud. Le résultat des travaux de cette assemblée doit être soumis à une Convention générale de l'Etat, laquelle se réunira, si nous ne nous trompons, au mois de novembre prochain.

Nous ne nous occuperons que des mesures les plus saillantes qui seront proposées à la Convention de Charleston. La malle ne nous a encore transmis que deux compte-rendus, celui de la première et celui de la seconde séance. Les propositions soumises jusqu'à présent ne sont pas très catégoriques. Nous nous attendions à plus de fermeté ou plutôt à plus de folie de la part des Caroliniens. Ils n'osent pas trop être conséquens avec eux-mêmes et acceptent toutes les chances d'une mauvaise affaire. Au lieu de rompre ouvertement avec le gouvernement fédéral, ils se bornent à énumérer ses torts et à dresser des formules comminatoires dont ils réservent prudemment l'exécution pour l'avenir. Nos griefs sont intolérables, s'écrient-ils, mais ils n'ajoutent pas qu'ils se sépareront de l'Union. Ils comprennent que sans le concours des autres Etats du Sud, leur résistance serait impuissante et qu'ils seraient forcés, sans même que de Washington on envoyât un seul peloton de soldats contre eux, de rentrer dans le giron de l'Union et de reprendre paisiblement la place qu'ils avaient désertée.

Cette conviction a calmé l'ardeur des désunionistes et leur a inspiré le sage parti de continuer à faire acte d'obéissance vis-à-vis du gouvernement fédéral jusqu'à ce que le Sud entier se prononçât contre l'Association des Etats. Ils attendront longtemps, car si jamais le Sud a de nouveaux griefs à articuler contre le Nord, il saura trouver dans la Constitution un moyen normal d'obtenir justice. Et que deviendrait la République s'il était loisible aux Etats qui auxpours orageux de la révolution se sont fraternellement associés, au nom de la liberté et de la démocratie, pour lutter contre le despotisme de la Grande-Bretagne, de leur étant lesdits désunionistes, de s'affranchir des engagements les plus sacrés, de la foi jurée, et de rompre le pacte fédéral?

Non, nous ne reconnaissons pas un pareil droit aux Etats dans une république fédérative, car il équivaudrait à la négation de la démocratie. Celle-ci n'est possible comme moyen gouvernemental qu'autant qu'elle peut se croiser un et indivisible et qu'elle-même une digue qu'il lui est interdit de franchir. La souveraineté du peuple, la nôtre dans l'exercice du droit et de la justice appliqué, au plus grand nombre. Si le peuple alors n'être donne une constitution, pouvant la déchirer violemment et en jeter les fragmens épars aux vents, le peuple ne serait pas digne de se gouverner et aurait besoin d'être dirigé par un maître absolu.

Il y a des règles de logique et d'équité dont les peuples ne peuvent pas plus se départir que les individus, dont la violation serait le signal de leur anéantissement comme elle a toujours été le signal du renversement des monarchies. Les principes d'ordre et d'harmonie qui gouvernent l'humanité sont immuables et ne varient pas dans leur application. La nation qui y déroge tombe et meurt comme le souverain qui les méconnaît. Peu importe où gît le pouvoir; qu'il réside dans un seul homme ou dans les masses; qu'il soit représenté par un roi ou par un peuple, le principe essentiel est attaqué dans ses racines, dans son essence, dans sa source, le pouvoir qui a commis ce crime de lèse humanité est déjuré à périr. Le prestige de l'autorité s'évanouit, et il ne reste plus devant la nation qu'un homme ou quelques hommes, avec leurs petites passions, leurs appétits et leurs ambitions. Les monarchies ne se sont soutenues pendant tant de siècles que parce qu'elles se sont appuyées sur le droit divin. En invoquant leur origine dans Dieu et en faisant Dieu lui-même complice de leurs crimes, les monarques de la terre ont pu impunément gouverner les peuples comme un troupeau. Mais la lumière s'est faite, et les peuples ont vengé la dérision de l'injure qu'lui était faite. Aujourd'hui les rois, à quelques exceptions près, règnent par la grace de leurs sujets, mais, par une hiérarchie, un ordre de choses naturel, un principe légal qui fait reconnaître la souveraineté du peuple. Lorsque ce moyen vient à lui manquer, il y a anarchie, et le peuple qui en souffre cherche un autre refuge que dans la république.

La République, nous l'avons dit plus haut, a aussi ses périls, non moins difficiles, plus difficiles même à remplir que ceux des souverains. Le peuple, même que ces derniers, ne peut exercer le pouvoir qu'autant qu'il n'en abuse pas. Dès qu'il abuse du pouvoir est l'anarchie, et l'anarchie est pour toute gouvernementale un principe de mort qui la flétrit et la tue.

Nous avions besoin de poser ces prémisses pour justifier notre assertion qu'un Etat ne peut légalement se retirer de l'Union. Car si elle n'est existait, la république cesserait d'être un gouvernement possible. Chaque membre du confédéré dépendrait ses impatiences sont des causes graves, s'insurgerait et soutirait des [illegible] assistances alors à un étranger [illegible]. Le peuple fatigué, harcelé, tyrannisé [illegible] autorités factieuses, réclamerait à [illegible] qui mettre qui pût maîtriser les colères [illegible] de la masse et la gouverner despotiquement. Tel serait le sort de l'Union. L'anarchie, qui est le despotisme du grand nombre, entraîne invariablement vers la monarchie, qui est le despotisme d'un seul homme, de même que le despotisme d'un monarque, lorsqu'il dépasse certaines bornes, conduit à la république, c'est-à-dire au gouvernement sage et modéré de la majorité populaire, la plus logique et la plus rationnelle de toutes les formes gouvernementales. C'est une loi de réaction, et l'ordre moral y est soumis comme l'ordre matériel.

Dans nous en avons l'espoir, aucun Etat du Sud ne songera, malgré les sollicitations des Caroliniens, à se retirer de l'Union. Si nous avons à nous plaindre du Nord, la Constitution nous offre un moyen naturel et simple d'obtenir justice. Mais, pour Dieu! n'allions pas follement compromettre notre avenir, notre grandeur, notre prospérité, notre puissance, notre liberté, positive de peuple libre et protecteur des opprimés, pour de chétives querelles intérieures et des difficultés dont nos neveux feront un jour.

CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ N°. UN.

A la séance d'hier soir, 12 membres étaient présens, sous la présidence du recorder Génois. Dans son message, le maire transmet une communication de l'avocat de la ville dans laquelle il fait savoir qu'une grande portion des terres à rentes, appartenant à la municipalité, doivent être vendues aujourd'hui par le shérif. Le maire prend également au Conseil une lettre de divers marchands de la rue de Chartres, qui se plaignent de l'encombrement des banquettes. Ces deux sujets sont référés à des comités.

M. Bouraval présente des résolutions exprimant les sentimens de sympathie des membres du Conseil envers la famille Randel, sur les malheurs qui viennent de l'affliger, et propose l'ajournement jusqu'à jeudi prochain. Adopté.

Attributions Municipales.—Le maire a nommé M. Augustus Armstrong, pour une période de cinq années, à raison de $5,200 par an, la Direction de la machine de desséchement de la 3me section.

Une dépêche télégraphique nous apprend par le vapeur du Georgia à New-York. Le capitaine du steamer rapporte que trois navires américains ont été arrêtés à la Havane, dans un complot tout d'invasion et contenant en prises. Deux de ces malheureux y sont morts.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

A TRANSMISE A L'ABEILLE.

ARRIVÉE DE L'ARCTIC.

New-York, 10 mai.

Le steamship Arctic est arrivé ce matin à 10 heures. Il apporte à Liverpool pour 1,000,000 de marchandises. Le coton a été retiré des marché. Les ventes [illegible] dernières jours se montent à 10,000 balles. Le prix sont côtés comme suit: middling 4 3/8; fair 7 1/4. Les prix n'offrent aucun changement important.

Le commerce [illegible] suit son cours ordinaire, mais les affaires sont [illegible]es. La rente consolidée est côtée de 96 7/8 à 97. La rente française à 91 1/8. Il a fait peu de transactions dans les céréales. Les prix de la farine de Ohio varient entre 19s. 6 d et 20 s 6 d. Il n'y a aucun changement dans le marché aux provisions. Il y a peu d'activité dans le marché aux cotons. Le café est ferme.

Le temps a été excessivement rigoureux. Il est tombé beaucoup de neige, et il y a eu d'abondantes gelées. La température est jusqu'à présent peu favorable.

THÉATRE D'ORLEANS.

Bénéfice de Mme Devriès—Chœur d'Athalie.

La salle d'Orléans était trop petite pour contenir la foule qui s'y était rendue hier soir pour le bénéfice de Mme Devriès. Cette excellente artiste a dû être flattée des témoignages de sympathies dont elle a été l'objet, et cette soirée, qu'elle peut ranger au nombre de ses plus beaux succès, laissa en elle, nous l'espérons, d'ineffaçables souvenirs. Mme Devriès nous quitte définitivement cette année; elle va, dit-on, occuper sur le théâtre de Marseille l'emploi qu'elle tenait si bien ici. Nous lui souhaitons de tout cœur la prospérité qu'elle mérite.

Nous regrettons que l'heure avancée de la nuit nous empêche de donner un compte-rendu complet d'une solennité où nombre de personnes n'ont pu assister faute de place. Mais cette considération ne saurait nous empêcher de constater le beau succès que vient d'obtenir l'œuvre de M. Edmond Armand; succès qui vaudra à l'auteur le titre de premier compositeur dramatique créole. Félicitons donc M. Armand et unissons de suite que ron coup d'essai, écrit avec un chœur d'Athalie, est un ouvrage remarquable à bien [illegible] titres. Ce sujet offrait d'innombrables difficultés que le compositeur a vaincues avec un bonheur inouï pour un débutant dans cet art difficile. L'auteur a su donner à sa musique le caractère d'élévation qui convient aux belles strophes de Racine, et, chose plus extraordinaire, il a conservé cette couleur d'un bout à l'autre de son œuvre. L'introduction d'orchestre prépare admirablement le premier chœur qui se trouve lui-même fort habilement ramené dans le finale. Ce chœur est, à notre avis, le morceau capital de l'ouvrage; c'est chaud, nerveux, sonore et écrit d'inspiration. Nous remarquons en outre le duo entre Mme Devriès et Genibrel et surtout l'air de basse de ce dernier. Disons enfin que cette composition a été très bien accueillie par le public et les artistes; et que le compositeur, rappelé à grands cris, a été entraîné sur la scène, par Mme Devriès et Génibrel, où il a reçu l'ovation de fleurs et de bravos qu'il méritait à juste titre.

Ce premier succès est une dette que M. Armand vient de contracter envers l'art lui-même. Qu'il s'lui paie donc généreusement en s'avançant victorieusement dans la route où il est entré. Elle s'ouvre en ce jour pour lui, jonchée de roses, mais qu'il se souvienne que parfois elles ont souvent caché sous la fleur. Malheur à l'homme de cœur qui, [illegible]ant, ne compte que sur l'inspiration qu'il sent en lui pour livrer les fruits de cette inspiration à la publicité; car, si, d'un côté, il est récompensé par des [illegible] par la louange, de l'autre il rencontrera l'envie et la méchanceté, veillant constamment à côté de son intelligence pour la flétrir de leurs souffles empestés! Ces considérations, cependant, ne doivent point arrêter l'artiste en sa route; après tout le venin de ces [illegible] ne sont à l'homme de talent que ce que fut jadis le calvaire au Christ; la critique méchante consacre l'un comme la croix deifia l'autre.

E. DUVERGER.

THÉATRE D'ORLEANS.—Les admirateurs du magnifique talent de M. Gambrel n'oublieront pas que le bénéfice de cet artiste a lieu jeudi prochain. La direction lui a adjoint M. Debrinay, qui a bien mérité du public, depuis les premiers jours de son engagement par le soin et l'exactitude qu'il a mis constamment à rendre les rôles qui lui ont été confiés. Cette solennité promet d'être fune des plus brillantes de la saison. *Robert-le-Diable* avec l'accessoire du ballet ne peut manquer d'attirer la foule, d'autant plus que cette représentation, du chef-d'œuvre de Meyerbeer sera la dernière de cette année.

Demain, *Norma* avec Mlles Parodi et Patti. Toutes les places sont prises, malgré l'augmentation des prix.

Ce soir, le Chalet, le lier acte de la *Dame Blanche* et *Ce que Femme veut*.

MISSISIPI.—La Convention unioniste du Mississipi a formé la liste suivante pour les prochaines élections : Henry S. Foote, pour la place de gouverneur; J. A. Horn, pour celle de Secrétaire d'Etat; Wm Clark, pour le poste de trésorier, et D. R. Russell, pour celui d'auditeur. Les unionistes du Mississipi sont pleins d'ardeur et s'attendent à remporter une victoire signalée en novembre prochain.

JENNY LIND.—Le dernier concert que la cantatrice suédoise ait donné au Musée Chinois, à Philadelphie, a rapporté un bénéfice net de six mille piastres. Mais dans cette ville célèbre par ses avocats et l'amour de la chicane dont la population est possédée, il était réservé au *rossignol* de subir quelques-unes de ces méchantes tracasseries judiciaires qui lui avaient été épargnées jusqu'alors. M. Barnum avait pris à bail nous ne savons quel théâtre pour que Jenny Lind y donnât ses concerts, puis il avait rompu l'engagement en alléguant les motifs qui le portaient à se dédire. Le directeur répondit par un bel et bon procès, et l'argent de M. Barnum qui avait servi d'intermédiaire fut arrêté. L'affaire fut appelée devant le commissaire Thomas Smith, chargé de recevoir les dépositions. L'un des premiers témoins sommés fut Jenny Lind. Le shérif se rendit chez elle, l'invita à monter en voiture avec lui et la conduisit à la cour. La cantatrice paraissait fort émue. Il fallait bien cependant se résigner. On fit subir à l'artiste un long et minutieux interrogatoire et elle fut obligé de raconter toutes les conventions faites entre elle et M. Barnum. Il paraît que celui-ci lui donne $1000 sur $6000 de recettes brutes.

AMÉRIQUE CENTRALE.

On sait qu'après la défaite des troupes de San Salvador et des Honduras, le général Carrera est entré dans la ville de Santa Anna sans résistance. Il a demandé ensuite au gouvernement de Salvador réparation pour l'invasion du territoire de Guatemala. Le ministre José A Jimenes a répondu au nom du gouvernement de San Salvador qu'il était prêt à faire ce que l'on demandait, mais qu'il fallait d'abord que Carrera évacuât la ville de Santa Anna. Celui-ci s'y est refusé et a déclaré qu'il appellerait à lui de nouvelles troupes, mais son gouvernement ne voulant pas pousser les choses aux extrémités, on a accepté les ouvertures de Jimenez. Le général Carrera est rentré alors à Guatemala avec son armée victorieuse et a reçu une brillante ovation.

CHRONIQUE LOCALE.

Les cour du district.—Juge Lorue.—Le nouveau grand jury a été formé hier et se compose des personnes dont la liste suit, après nomination : foreman, Félix de Armas, Alex Levy, T. E Adams, W. F. Campbell, E. A Dyer, J. Bogue, B C Pancake, Edward Tebeau, J. M. Taylor, J. Sinclair, P. A Hebrard, W Henderson, B C Howard, O Shallcross, F Pouis. La Cour a ordonné aussi aujourd'hui le jugés sur les devoirs qu'ils auraient à remplir.

E Caron, Jeune, fut mis une vache à cet juge et trouvé coupable. Il a été recommandé à la clémence de la Cour. G Wilson pour vol de bijouteries, évalués 25$ a été condamné et recommandé à la merci de la Cour. J Lynch, accusé de vol au préjudice de F Bonet, a été jugé coupable.

Un nolle prosequi a été entré contre Alfred Sullivan : Wm Barker, G Joseph, Thomas Sauter, Pat O'Brien, Pat Kelly, Thomas Kelly, H Hodges, J Wash, Ed Mallone. Jos Bonnet, Wm Dutta, tous accusés de vol. Assez d'autres ont fait de Ed William, accusé d'assaut et batterie.

Accusation de vol.—Un esclave nommé Henry a été accusé hier devant le recorder Génois d'avoir volé 40 d. et 42 Arabes. Un woman a eu connaissance de [illegible] vol.

Suicide.—Dimanche dernier un esclave, Adam, s'est noyé dans une [illegible] située rue des Remparts. Il a été [illegible] à une des colonnes de soutien. Le cadavre a resté une quinzaine et le juge Canon, coroner, [illegible] requête d'apprendre une [illegible] sur [illegible] a fait connaître la mort dans un accès d'aliénation mentale.

Décorations accordées [illegible] par le roi de France à [illegible] Français [illegible] Algérie [illegible] Légion d'honneur [illegible] Commandeur [illegible] Officiers [illegible] Chevaliers [illegible] Médaille militaire [illegible] Médaille militaire [illegible] Médaille militaire